

# Le Monde

19 novembre 2023

## Comment le Hamas a imposé son hégémonie sur le mouvement national palestinien

*Les massacres du 7 octobre constituent l'aboutissement d'un long processus scandé par trois inflexions majeures. D'abord tourné vers la prédication, le mouvement islamiste s'est imposé sur l'échiquier politique palestinien. Depuis le 7 octobre, son aile militaire est aux commandes.*

Par Gilles Paris, journaliste et Hélène Sallon (Beyrouth, correspondante)

Après les massacres perpétrés le 7 octobre, par des miliciens du Hamas contre des civils israéliens, l'État hébreu s'est fixé comme objectif de liquider le mouvement islamiste, sans opérer de distinction entre sa branche politique – représentée à l'intérieur des territoires palestiniens mais aussi à l'extérieur, notamment au Qatar – et son aile militaire forgée dans la clandestinité. L'annonce de cet objectif intervient alors que le Hamas vient de remporter deux victoires. La première, sur le plan militaire, consiste à avoir brièvement mis en échec le système de défense israélien, ouvrant la voie à des attaques d'une ampleur et d'une barbarie inédites dans l'histoire de l'État hébreu. La seconde, d'ordre politique, a été de provoquer le retour durable de la question palestinienne au premier plan de la scène internationale.

Voué à l'anéantissement par son ennemi, classé « organisation terroriste » par nombre de pays alliés d'Israël, le Hamas n'avait encore jamais démontré une telle puissance. La phase ouverte le 7 octobre constitue ainsi un paroxysme dans son histoire marquée par trois inflexions majeures.

A l'origine centrée sur la réislamisation de la société palestinienne, l'organisation a d'abord pris, en 1987, un virage nationaliste et militaire. Son entrée en politique, en 2006, dans le cadre d'institutions héritées des accords de paix d'Oslo – qu'il a toujours rejetés –, l'a ensuite placé en opposition violente avec le courant nationaliste historique. La troisième inflexion, engagée en 2017, voit le Hamas tenter de s'imposer à la tête du mouvement national palestinien.

### Le virage nationaliste et la lutte armée

Avec la perte de Gaza, de la Cisjordanie et du plateau syrien du Golan, occupés par Israël, la guerre éclair de 1967 ne s'achève pas seulement par une cuisante défaite arabe sur le plan territorial. Elle sonne aussi le glas du socialisme panarabe qu'incarne alors le charismatique président égyptien, Gamal Abdel Nasser, et le renouveau d'un islam militant. À la pointe de ce courant, les Frères musulmans se sont installés dans la Palestine mandataire à la veille du départ des Britanniques, en 1948. Ils ont embrassé – y compris militairement – la cause nationale palestinienne et gagnent en influence. Fleurissent alors diverses associations, parmi lesquelles Al-Moujamaa Al-Islami, « le Centre islamique », fondé en 1973, à Gaza, par un cheikh tétraplégique de 37 ans, Ahmed Yassine. Sa mission est la réislamisation de la société palestinienne, perçue comme un préalable à tout autre projet.

« Mener une vie exemplaire, rappelle Laetitia Bucaille, professeure de sociologie à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), doit aussi permettre d'éviter l'écueil consistant à devenir l'un des informateurs recrutés par Israël », activement pourchassés et souvent exécutés par des miliciens palestiniens. Conséquences directes de l'occupation israélienne, la clandestinité et le cloisonnement deviennent une seconde nature de ce mouvement.

S'abstenant au départ de tout activisme anti-israélien, le Centre islamique bénéficie de la mansuétude de l'occupant, qui espère que son influence minera celle des « nationalistes » de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Il peut ainsi collecter la *zakat*, l'impôt dont doivent s'acquitter les musulmans, prendre le contrôle de nombreuses mosquées et développer un vaste réseau caritatif qui va asseoir une réputation d'efficacité et de probité.

Le succès de la révolution islamique en Iran, en 1979, qui met à bas la dictature du chah et contraint à l'exil Mohammad Reza Pahlavi, grand allié des États-Unis et d'Israël, va contribuer à un renversement de

perspectives. Ce qui devait constituer la phase ultime de la réislamisation de la société palestinienne – la création d'un État islamique en Palestine, en lieu et place de l'État israélien – passe progressivement au premier plan. Ce basculement est accéléré par le déclenchement à Gaza, en décembre 1987, de la première Intifada, qui témoigne du rejet brutal d'une occupation régulant dans les moindres détails la vie quotidienne des Palestiniens, et hâtivement considérée comme normalisée par Israël.

Ce soulèvement populaire est une occasion dont Ahmed Yassine va se saisir. Auréolé de son statut de fondateur, à l'autorité indiscutable, le cheikh va utiliser, selon l'historien Jean-Pierre Filiu, « *la verticale du pouvoir propre aux Frères musulmans pour imposer ce virage nationaliste* » et créer le Mouvement de la résistance islamique. Celui-ci, dont l'acronyme arabe, Hamas, signifie « enthousiasme », répond aussi à un autre impératif local : ne pas perdre de terrain face à son rival du Jihad islamique, une organisation armée palestinienne activement soutenue par l'Iran et qui, selon la politiste Leila Seurat, séduit de plus en plus de membres du Centre islamique, exaspérés par son attentisme.

Imitant l'OLP, qui avait adopté une charte en 1964, le Hamas publie la sienne en 1988. « *La terre de Palestine est une terre islamique confiée aux musulmans jusqu'au Jugement dernier* », précise le document, dont la valeur politique exacte fait débat auprès des spécialistes. [L'historien Jean-François Legrain estime ainsi](#) que, « *loin de sa réputation* » liée à la nature de son contenu violemment antisémite, cette charte « *n'a jamais été considérée par le mouvement comme juridiquement dotée d'un statut de référence contraignante* ».

Rédigée, selon les experts, sous l'influence principale d'Abdoul Fattah Doukhan, cofondateur du Hamas, et non soumise à délibération, elle reflète le fonctionnement opaque du mouvement. Tout en refusant une « *solution pacifique* » négociée, le texte exprime son « *respect* » envers l'OLP, pourtant sur le point de s'engager dans cette voie. La centrale n'est pas pour autant adoubee comme seul représentant légitime du peuple palestinien. Le 15 novembre 1988, à Alger, Yasser Arafat accepte, en effet, les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptées après la guerre de 1967, reconnaît l'existence de l'État d'Israël et renonce au « *terrorisme* », amorçant ainsi un abandon des armes.

A l'inverse, l'engagement structurel du Hamas dans la lutte armée entraîne le renforcement de son aile militaire. La première, Al-Majd, esquissée au début des années 1980, pourchassait les hérétiques, ou considérés comme tels, ainsi que les informateurs présumés à la solde de l'ennemi. Elle valut à Ahmed Yassine son premier et bref emprisonnement par Israël, en 1984, pour contrebande d'armes. La suivante, créée lors de la seconde détention du cheikh, entre 1989 et 1997, prend le nom d'un pionnier palestinien du djihad, tué en 1935, près de Jénine. Les Brigades Ezzedine Al-Qassam multiplient les attaques visant colons, soldats et policiers israéliens. En décembre 1992, l'enlèvement, par le Hamas, du garde-frontière Nissim Toledano, retrouvé mort quelques jours plus tard, [pousse le gouvernement travailliste d'Yitzhak Rabin à expulser, sans jugement et au mépris du droit international](#), 415 Palestiniens membres présumés du Hamas et du Jihad islamique de l'autre côté de la frontière, dans le sud du Liban, où ils resteront plus d'un an.

Cet exil temporaire va avoir des conséquences que les autorités israéliennes n'ont pas anticipées. Dans le camp de Marj Ez-Zouhour, les bannis se retrouvent sous l'aile de miliciens libanais aguerris par plus de quinze années de guerre civile (1975-1991). Le Hezbollah, très lié à Téhéran, est tout-puissant dans cette région où il mène une lutte acharnée contre Israël (qui se retirera du Liban sud au printemps 2000). A son contact émergeront des hommes appelés à devenir de hauts cadres du Hamas, comme Ismaïl Haniyeh ou Abdel Aziz Al-Rantissi, tandis que d'autres se forment aux explosifs et à la stratégie des attentats-suicides. Celle-là même qui menace de faire échouer, à partir de 1994, le processus de paix israélo-palestinien né des accords d'Oslo.

« *Cette période a jeté les bases des relations entre les mouvements de la résistance et certains pays de la région* », déclarera Ismaïl Haniyeh, devenu chef du Hamas à l'étranger, alors qu'il effectue, en 2020, un « *pèlerinage* » à Marj Ez-Zouhour. C'est en effet à cette époque que le Hamas développe ses relations avec l'Iran, le Liban et la Syrie, où il installe des bureaux de représentation. Il fonde l'Alliance des forces palestiniennes en Syrie, et les Comités populaires au Liban, alors sous occupation syrienne. Jusqu'à ce jour, ces structures opèrent dans les camps de réfugiés palestiniens pour fournir des services et mener la prédication.

### **L'entrée en politique et la rupture avec l'Autorité palestinienne**

Dans le cadre du processus de paix d'Oslo, le retrait israélien de Gaza et des principales agglomérations de Cisjordanie, en 1994 et 1995, provoque un bouleversement politique. Les membres du Hamas assistent à l'installation de l'Autorité palestinienne dirigée par Yasser Arafat, chargée désormais d'accompagner les

négociations sur le statut définitif des territoires palestiniens. Elle s'accompagne d'un nouveau dispositif, une coopération sécuritaire entre Israël et l'Autorité palestinienne. À Gaza, sous la houlette de Mohammed Dahlan, le Service palestinien de sécurité préventive (SPSP) place sous surveillance les ailes militaires des mouvements opposés aux accords. Alors que la traque des collaborateurs avait, par le passé, unifié les factions palestiniennes, le Hamas devient la cible du Fatah, principale force de l'OLP.

Cette divergence fondamentale n'empêche pas d'interminables tractations politiques. Le Hamas ne démord pas de son objectif idéologique, mais « *la mise en œuvre peut être souple et variable* », juge la politiste Leila Seurat. Même si nul ne sait, finalement, ce qui relève, dans ses déclarations, « *de l'opportunisme ou d'un ADN foncièrement radical* », précise Laetitia Bucaille. L'option d'une « *trêve de longue durée* » avec Israël, évoquée par Ahmed Yassine lui-même, en 1997, s'inscrit dans cette dialectique. Le Hamas résiste cependant à la stratégie de cooptation que pratique, de longue date et avec succès, Yasser Arafat avec les autres factions palestiniennes.

Le mouvement a exigé, en vain, 40 % des sièges du Conseil national palestinien, l'instance la plus importante de la centrale, pour le prix de son intégration. Puis il a renoncé, « *non sans tiraillements internes* », selon Jean-Pierre Filiu, à participer, en 1996, aux premières élections législatives palestiniennes, par refus de valider indirectement les accords Oslo. « *Des divergences, il y en a toujours, y compris à Gaza. Mais la caractéristique du Hamas, c'est qu'à la fin il n'y a qu'une seule décision.* [Le mouvement] *compte des personnes plus pragmatiques, d'autres plus dures, mais le Hamas reste uni* », résumera [Ghazi Hamad, alors vice-ministre des affaires étrangères du Hamas, dans un entretien accordé au Monde](#), des années plus tard.

À la fin des années 1990, le Hamas dispose d'une direction scindée en plusieurs pôles. Son bureau politique est installé dans des pays voisins et ses déclarations peuvent refléter les intérêts stratégiques de ses hôtes. S'y ajoutent son chef influent, Ahmed Yassine, alors emprisonné en Israël, ses instances confidentielles de Gaza et de Cisjordanie, et son aile militaire, dans une clandestinité presque totale. Les ponts ne sont pas pour autant coupés avec l'OLP. Cheikh Yassine, libéré à la suite d'un invraisemblable fiasco – [l'opération ratée du Mossad visant à assassiner, en 1997, le chef du bureau politique du Hamas en Jordanie](#) –, participe ainsi en observateur à une réunion du Conseil central à Gaza.

Après [la mort de Yasser Arafat](#), en 2004, survenue quelques mois [après celle d'Ahmed Yassine](#), tué par l'armée israélienne, et une fois passée la seconde Intifada, la direction du Hamas accepte, lors d'une réunion au Caire, en 2005, de participer aux deuxièmes élections législatives, prévues pour l'année suivante. Le refus d'endosser, même indirectement, le processus d'Oslo n'est plus d'actualité. Le mouvement se sent légitimé par le retrait israélien de Gaza. À ses yeux, cette décision unilatérale, prise par le premier ministre, Ariel Sharon, démontre l'inanité de la voie suivie par l'OLP. L'impasse des négociations de paix, les graves dissensions internes qu'elle a suscitées au sein du Fatah et les accusations de corruption et de népotisme qui minent la légitimité de l'Autorité palestinienne lui ouvrent un boulevard politique. Le Hamas triomphe dans les urnes, manifestement à sa grande surprise.

Au sein du Quartet, qui rassemble les parrains du processus de paix (Nations unies, Union européenne, États-Unis, Russie), l'embarras prime : le Hamas, font-ils savoir, doit renoncer à la violence, reconnaître Israël ainsi que les accords conclus précédemment, sans quoi les territoires palestiniens ne percevront plus d'aides internationales. Celles-ci sont, en effet, gelées, la réponse du Hamas – qui refuse de s'aligner sur les positions d'un parti défait à la régulière dans les urnes – étant jugée insuffisante. Soutenu par les Occidentaux, Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne élu en 2005, lance l'épreuve de force en affaiblissant par décrets le cabinet ministériel dirigé par Ismaïl Haniyeh.

Entre les deux grandes formations palestiniennes et leurs partisans, la rupture est consommée. Face à la *fitna*, la guerre fratricide qui menace, la tentative de conciliation émane d'une prison israélienne. Cinq détenus, responsables au sein des principales factions – dont Abdulkhalek Al-Natcheh, pour le Hamas –, rédigent [un « document d'entente nationale », publié le 10 juin 2006](#). Leur texte appelle à l'unité et à l'établissement du futur État palestinien sur les territoires occupés en 1967. Une reconnaissance implicite de l'État d'Israël, qui crée un malaise au sein du Hamas.

Malgré sa grande popularité, l'initiative des prisonniers ne met pas un terme aux tensions. Chaque camp fourbit ses armes. À Gaza, les miliciens du Hamas chassent le Fatah, au cours de combats qui font plus de cent morts en quelques jours de juin 2007. Le bras armé du mouvement islamiste dispose dorénavant d'un

territoire dans lequel il peut opérer sans entraves. Cette victoire militaire scelle aussi une cassure politique et géographique historique entre les deux parties.

### **La tentation hégémonique**

Reclus à Gaza, pendant que ses forces vives sont pourchassées en Cisjordanie, le Hamas évolue au rythme d'une partition dirigée par les Brigades Ezzedine Al-Qassam, à qui l'impossible réconciliation avec l'Autorité palestinienne donne les coudées franches. Son activisme est à l'origine de quatre guerres avec Israël, en 2008, 2012, 2014 et 2021, meurtrières et dévastatrices pour un territoire déjà étouffé par un blocus israélien (et égyptien) total depuis le coup de force de 2007.

Les années qui suivent sont marquées [par l'ascension de Yahya Sinouar](#). Issu de la branche militaire du Hamas, l'homme a passé vingt-deux années dans les geôles israéliennes avant d'être libéré, en 2011, dans le cadre d'un échange de prisonniers. Auréolé de ce prestige, il accède, en 2017, aux plus hautes responsabilités à Gaza, où il se consacre à ajuster le Hamas aux nouvelles réalités, avec un objectif simple : faire en sorte que ce dernier incarne, à la place du Fatah, le mouvement national palestinien.

Sous son impulsion autoritaire, un document de « principes généraux et de politiques » est publié, visant à actualiser la charte de 1988. Débarrassé de ses stéréotypes antisémites en séparant le projet territorial sioniste de la condition juive, il est aussi expurgé d'une partie de ses références à l'islam, comme le note l'historien Jean-François Legrain. La « résistance » est replacée dans le contexte de la lutte légitime contre une occupation contraire au droit international. Selon ce document, le Hamas « *considère que la création d'un État palestinien indépendant et doté de pleine souveraineté, avec Jérusalem pour capitale, sur les lignes du 4 juin 1967, et avec le retour des réfugiés et des déplacés chez eux d'où ils furent chassés, constitue une formule de consensus national* ».

Cette mise à jour s'adresse sans doute moins à une audience internationale qu'aux Palestiniens, orphelins d'une OLP qui n'a plus rien à leur proposer. Plus de vingt ans après les accords d'Oslo, les concessions historiques consenties – le renoncement à la lutte armée et la reconnaissance d'Israël – n'ont permis d'obtenir en retour que des parcelles d'autonomie, depuis réduites en lambeaux. A Gaza, Yahya Sinouar envisage, selon Leila Seurat, de détacher le Hamas des institutions de l'Autorité palestinienne, que le mouvement considérait encore en 2006 comme une source de légitimité. « *Le Hamas a cette capacité de s'adapter à la situation* », juge la politiste. En atteste sa réaction face au succès populaire de la « marche du retour », le 30 mars 2018, qui voit des milliers de Palestiniens se rassembler pacifiquement contre le blocus. Pris au dépourvu, le Hamas finit par encadrer les cortèges qui se heurtent aux tirs israéliens, au prix de centaines de victimes, près de la clôture de sécurité enserrant Gaza. L'échec de cette mobilisation referme cette option d'action politique.

Pour le Hamas, l'heure est aussi au repositionnement régional. En 2012, le mouvement avait rompu ses relations avec Damas, en prenant parti en faveur du soulèvement syrien contre le régime de Bachar Al-Assad. Il pariait alors sur une prise du pouvoir par des forces liées aux Frères musulmans – à l'image de l'Égypte, de juin 2012 à juillet 2013, après le renversement de Hosni Moubarak, ou à celle de la Tunisie avec la victoire du parti islamiste Ennahda aux élections constituintes de 2011. Une perspective qui aurait renforcé le poids géopolitique de ses parrains régionaux, le Qatar et la Turquie. Ce calcul lui valut la colère de l'Iran et abîma un temps ses relations avec le Hezbollah, tous deux intervenus militairement en Syrie pour sauver son président.

Le tournant autoritaire qui a suivi les « printemps arabes » le prive de relais en Égypte, où l'armée a brutalement écarté du pouvoir la confrérie islamique. Fort de ce constat, le Hamas commence par renouer graduellement avec l'Iran. Une réconciliation officielle aura lieu avec Bachar Al-Assad, en juin 2022, sous l'insistance du Hezbollah et de Téhéran. En attendant, une meilleure coordination s'organise entre les gardiens de la révolution iraniens, le Hezbollah libanais, le Hamas et le Jihad islamique. Tous quatre brandissent le slogan de « *l'unité des fronts* », depuis l'opération « Épée de Jérusalem » lancée par le Hamas contre Israël, en mai 2021, au nom de la mosquée Al-Aqsa, troisième lieu saint de l'islam.

Aux roquettes des Brigades Ezzeddine Al-Qassam répondent des raids israéliens meurtriers. La rue palestinienne s'enflamme. Ce nouvel embrasement, écrit Nicolas Dot-Pouillard, chercheur à l'Institut du Proche-Orient à Beyrouth, dans le numéro 60 de la revue *Moyen-Orient* (octobre-décembre 2023), marque un « *tournant stratégique* » pour le Hamas : « *Il ne s'agit plus seulement de tenir la bande de Gaza, mais de remettre au centre la question de Jérusalem et de favoriser des foyers armés en Cisjordanie.* »

Au Liban, le Hamas et le Jihad islamique renouent avec la lutte armée contre Israël. En mars, [le Hezbollah est accusé par Tel-Aviv d'avoir planifié un attentat-suicide à Meguido, dans le nord du pays](#). En avril, des factions palestiniennes revendiquent [le tir d'une trentaine de roquettes sur Israël](#), à partir du Liban sud. En mai, des militants du Hamas lancent des roquettes artisanales sur des colonies israéliennes depuis Jénine et multiplient les attaques contre les colons en Cisjordanie...

À chaque fois, des spéculations émergent : l'aile militaire et son commandant suprême, Mohammed Deif, auraient-ils réussi un coup de force au sein même du Hamas ? Depuis 2002, ce dernier est le stratège du mouvement, celui qui a transformé les Brigades Ezzedine Al-Qassam en une armée capable de menacer Tel-Aviv et de déployer des commandos aguerris sur le sol israélien, pour perpétrer attaques-suicides et enlèvements. Traqué par l'armée israélienne, qui essaie de l'éliminer à huit reprises, resté handicapé à la suite de ces tentatives, cet homme de l'ombre est celui dont la voix surgit sur les ondes pour annoncer une nouvelle guerre – comme le 7 octobre.

De Gaza à Naplouse, jusqu'aux faubourgs de Jérusalem-Est, son nom est sur toutes les bouches, conformément au projet hégémonique du Hamas. « *Nous sommes le peuple de Mohammed Deif* », scandent ses partisans, en signe d'allégeance à ce Palestinien né en 1965 dans le camp de réfugiés de Khan Younès. « *Le mouvement est heureux d'avoir ce symbole, ce chef militaire qui fait peur et dont chaque déclaration est prise au sérieux* », expliquait au *Monde*, le 11 octobre, Khaled Al-Hroub, spécialiste du Hamas à la Northwestern University, au Qatar.

Le mouvement a cependant fini par rompre avec la pratique du harcèlement militaire ponctuel, à grand renfort de roquettes. Il s'était déjà tenu à distance, en 2022, lors du bref conflit qui opposa le Jihad islamique à l'armée israélienne. On le comprendra plus tard : une opération d'envergure se prépare. Il était nécessaire de « *changer toute l'équation et de ne pas se contenter d'un affrontement* », a déclaré, un mois après les attaques sanglantes du 7 octobre, Khalil Al-Hayya, membre de l'organe de direction du Hamas, au [New York Times](#) à Doha, au Qatar. *Nous avons réussi à remettre la question palestinienne sur la table, et maintenant personne dans la région ne vit tranquille* ».

Le 7 octobre porte la marque des deux chefs de guerre, Yahya Sinouar et Mohammed Deif, mais la barbarie de l'assaut a déconcerté les spécialistes. « *Il s'est passé quelque chose de nouveau. Jusqu'à présent, le Hamas ne tolérait pas de tels agissements* », assure la spécialiste du conflit israélo-palestinien Laetitia Bucaille, [France 24 | 12 octobre 2023] Il faudra sans doute attendre longtemps avant de connaître l'ensemble du processus de décision qui a mené à cette déflagration.

Le Hamas s'est convaincu qu'il pouvait attirer à lui une opinion palestinienne chauffée à blanc par la spirale mortifère dans laquelle s'enfonce une Cisjordanie livrée aux colons et aux raids de l'armée israélienne. Pour supplanter définitivement l'OLP, il a misé sur la violence à outrance, indifférent au sort de Gaza et de ses habitants.